

Cameroun/Présidentielle du 7 octobre Victoire écrasante de Paul Biya

AFP

Yaoundé, Cameroun

Le président sortant obtient 71,28% des suffrages, loin devant Maurice Kamto (14,23%) qui, du coup, endosse le costume de chef de l'opposition.

LE président Paul Biya, 85 ans dont 35 au pouvoir, a été réélu hier pour un septième mandat avec 71,28% des suffrages, une victoire écrasante dans un scrutin où l'opposant Maurice Kamto arrive deuxième avec 14,23% des voix.

"Est élu président de la République, comme ayant recueilli la majorité des suffrages exprimés, le candidat Biya Paul", a déclaré sous les hourras de l'assemblée le président du Conseil constitutionnel, Clément Atangana, dans une séance retransmise à la télévision d'Etat.

Vainqueur dans neuf des dix régions du Cameroun, M. Biya a littéralement écrasé ses adversaires avec des scores officiels sans appel : 92,91% dans le Sud, 89,21% dans l'Extrême-Nord, 81,62% dans le Nord...

Seule une région a échappé au raz-de-marée du président-candidat Biya : le Littoral, qui abrite la capitale économique, Douala, où Maurice Kamto a gagné avec 38,60% des suffrages. L'opposant a perdu dans l'Ouest, sa région d'origine, derrière M. Biya.

Dans les deux régions anglophones en conflit depuis un an, où des séparatistes armés combattent l'armée camerounaise pour leur indépendance, Paul Biya arrive largement en tête. Mais les taux de participation dans ces zones sont les plus faibles du pays : 5,36% dans le Nord-Ouest et 15,94% dans le Sud-Ouest.

Pour sa première partici-



Photo : AFP

C'est une victoire écrasante qu'a remportée hier pour un nouveau septennat Paul Biya (quittant ici, en compagnie de son épouse Chantal, un bureau de vote à Yaoundé le 7 octobre).

pation à la présidentielle, Cabral Libii, l'un des plus jeunes candidats, est classé troisième avec 6,28%.

Il est suivi respectivement de Joshua Osih (3,35%), Adamou Ndam Njoya (1,73%), Garga Haman Adjii (1,55%), Frankline Ndifor (0,67%), Serge Espoir Matomba et Akere Muna (0,35%), dont la candidature avait été retirée la veille du scrutin au profit de Maurice Kamto.

Depuis 1982, Paul Biya règne en maître absolu au Cameroun, où il a tout verrouillé pour assurer son maintien à la tête du pays, s'appuyant sur l'administration et sur un parti-Etat, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) qu'il a créé en 1985.

DEPLOIEMENT SECURITAIRE A YAOUNDE. L'annonce des résultats intervient deux semaines après le vote : au Cameroun, le Conseil constitutionnel étudie les recours post-électoraux avant de proclamer les résultats officiels quinze jours après le scrutin. Ils ne peuvent plus

alors être contestés.

Hier matin, un fort déploiement sécuritaire était visible à Yaoundé aux abords de la Poste centrale où certains avaient appelé sur les réseaux sociaux à manifester contre l'annonce des résultats.

Des camions anti-émeutes, des militaires et des dizaines de policiers étaient stationnés dans le quartier. Un SMS pour dissuader de manifester à cet endroit a aussi été reçu par des usagers des réseaux camerounais à Yaoundé.

Dimanche, une manifestation à Douala, souhaitée par un député de l'opposition pour "dénoncer les fraudes massives et honteuses" qui ont marqué le scrutin selon lui, avait été pareillement interdite et empêchée.

Une trentaine de personnes ont été arrêtées sur les lieux. "Les personnes qui ont voulu braver (l'interdiction de la marche) ont été interpellées et répondront de leurs actes devant la justice", a indiqué une source administrative.

Deux journalistes ont été

brièvement interpellés et le député à l'initiative de la marche, Jean-Michel Nintcheu, du Social Democratic Front (SDF), le principal parti d'opposition, a été retenu chez lui par un déploiement policier, selon son parti.

"COUPS DE FEU A BUEA" Hier matin, quand commençait la proclamation des résultats de la présidentielle à Yaoundé, des coups de feu ont été entendus à Buea, la capitale de la région du Sud-Ouest, frappée depuis un an par un conflit meurtrier entre des séparatistes anglophones et l'armée, ont rapporté des témoins à l'AFP.

"On a entendu beaucoup de coups de feu ce matin", a déclaré un habitant de Buea. Les tirs provenaient des quartiers Mile16 et Great Soppo, qui ont déjà été le théâtre d'affrontements entre les séparatistes et l'armée dans le passé, selon un autre témoin. Les coups de feu ont ensuite cessé.

Une source sécuritaire a démenti à l'AFP que des combats avaient eu lieu

dans la ville hier.

Dans les deux régions anglophones (Sud-Ouest et Nord-Ouest), l'armée avait été déployée en nombre pour combattre des groupes épars de séparatistes qui réclament l'indépendance des régions à majorité anglophone de ce pays majoritairement francophone.

Les affrontements entre l'armée et des séparatistes sont devenus quotidiens dans ces deux régions, et ont déjà forcé plus de 300 000 personnes à fuir leur domicile.

Avant d'entamer la proclamation des résultats, le Conseil constitutionnel avait étudié depuis mardi 18 recours post-électoraux, qu'il a tous rejetés.

Les trois principaux candidats de l'opposition - Maurice Kamto, Joshua Osih et Cabral Libii - avaient introduits des recours en annulation partielle ou totale du scrutin, dénonçant des "fraudes massives et systématiques".

Guinée équatoriale/Politique

Grâce présidentielle pour 34 opposants

AFP

Malabo/Guinée équatoriale

Ces derniers ont recouvré la liberté hier, près de deux semaines après l'annonce de leur élargissement.

TRENTE-QUATRE prisonniers membres du principal parti d'opposition de Guinée équatoriale ont été libérés hier, douze jours après l'annonce d'une grâce présidentielle, a-t-on appris auprès de ce parti

d'opposition interdit.

"Nous sommes satisfaits parce que nos camarades ont été libérés, même si beaucoup présentent des séquelles de torture terribles", a déclaré à l'AFP le président du parti Citoyens pour l'innovation (CI), Gabriel Nse Obiang.

Deux militants de CI, Evaristo Oyaga Sima et Juan Obama Edu, sont morts en détention, respectivement fin mai et début juillet, des suites de tortures, selon leur parti. Cette information a été démentie par le gouvernement.

Un militant libéré, Pergentino Miguel Edu, a le bras cassé depuis neuf mois avec une hémorragie interne, conséquence de la torture, selon M. Nse Obiang.

Détenus dans le prison d'Evinayong, ces militants de CI avaient été condamnés en février à 30 ans de prison pour "sédition, désordre public, atteintes à l'autorité et blessures graves" à la suite d'échauffourées avec les forces de l'ordre pendant la campagne des législatives en novembre 2017.

Parmi les prisonniers libérés figurent un député et un conseiller municipal de CI.

"Ils doivent occuper leur siège à l'Assemblée nationale et à la mairie", estime M. Nse Obiang. Le parti est interdit depuis février.

Le 10 octobre, le président Teodoro Obiang Nguema, 76 ans, qui dirige son pays depuis 1979, avait annoncé la grâce de 81 prisonniers, deux jours avant le cinquantenaire de l'indépendance de cette ancienne colonie espagnole.

La télévision d'Etat parle quant à elle de plus de 160 détenus graciés.

La vague des libérations a débuté samedi avec la sortie de prison de cinquante-cinq personnes, dont un ancien lieutenant-colonel condamné en 2014 à 27 ans de prison par un tribunal militaire pour "tentative de coup d'Etat".

Par le passé, de nombreuses annonces de grâce de prisonniers et autres amnisties avaient été faites en Guinée équatoriale, sans toujours être suivies d'effets.

L'Afrique en bref

• **Burundi/Paix.** La dernière session du dialogue

Le facilitateur dans la crise burundaise, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, a convoqué une dernière session du dialogue de sortie de crise au Burundi en vue d'y organiser des élections inclusives en 2020, à partir de demain à Arusha (nord de la Tanzanie).

• **Ethiopie/Rébellion.** Accord avec un groupe de séparatistes

Le gouvernement éthiopien a annoncé hier avoir conclu un accord de paix avec un groupe de rebelles séparatistes du sud-est du pays, mettant officiellement un terme à plus de trois décennies d'insurrection dans la région Somali de l'Ethiopie.

• **Nigeria/Troubles.** Couvre-feu dans l'Etat de Kaduna

Le gouvernorat de Kaduna, où 55 personnes ont été tuées la semaine dernière dans des affrontements entre musulmans et chrétiens, a décrété dimanche un couvre-feu dans la capitale de cet Etat du nord du Nigeria, craignant un embrasement.

• **RD Congo-Angola/Migrants.** Quinze morts en trois semaines

Quinze personnes parmi les dizaines de milliers de Congolais expulsés d'Angola sont décédés principalement de la tuberculose en trois semaines dans une localité du Kasai, dans le centre de la République démocratique du Congo, ont déclaré hier des responsables.

A travers le monde

• **Philippines/Politique.** Un juge rejette l'ordre présidentiel d'arrestation d'un opposant



Photo : AFP

Un juge philippin a rejeté hier l'ordre du président Rodrigo Duterte d'arrêter l'un de ses principaux opposants, le sénateur Antonio Trillanes (photo), une décision saluée dans l'opposition comme une victoire pour l'Etat de droit.

• **Turquie/Enquête.** Le meurtre de Khashoggi "sauvagement planifié"

Le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi dans le consulat de son pays à Istanbul a été "sauvagement planifié", a affirmé hier un haut responsable turc, ajoutant que "des efforts conséquents" avaient été déployés pour le dissimuler.